STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 18 novembre 2013

LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE PRÈS DE 700 000 $ DE FINANCEMENT AUX AGENCES D'APPLICATION DE LA LOI LOCALES POUR L'ACHAT D'ÉQUIPEMENT D'INTERROGATION VIDÉO

Une pratique reconnue pour améliorer l'efficacité et l'équilibre du système de justice criminelle

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que l'État offrira près de 700 000 $ en subventions pour que les agences d'application de la loi locales puissent acheter de l'équipement pour la première fois ou encore mettre à jour des systèmes existant qui leur permettent de faire des enregistrements vidéo des interrogatoires, une pratique largement reconnue comme améliorant l'équilibre et l'efficacité du système de justice criminelle.

« Avec ces subventions, l'État de New York donne aux agences d'application de la loi locales les ressources dont elles ont besoin pour améliorer l'intégrité, la justice et l'efficacité de notre système de justice criminelle, a déclaré le Gouverneur Cuomo. L'enregistrement vidéo des interrogatoires aide à éviter les condamnations à tort et, en même temps, protègent les enquêteurs contre les fausses accusations. Ces subventions offriront un outil important et reconnu aux agences d'application de la loi, ce qui leur permettra de mieux protéger leurs communautés. »

Les Buraux des procureurs de district de 29 comtés de l'État utiliseront les subventions pour l'achat ou la mise à jour d'équipement pour 150 agences, dont des services de police et des bureaux de shérif, amenant le nombre d'agences qui utiliseront la technologie à environ 400 dans l'État. Il y a plus de 500 services de police et de bureaux de shérif dans l'État de New York.

De ces 150 agences, 55 reçoivent des subventions de l'État pour la première fois. Avec ces subventions, chacun des 62 comtés de l'État pourra enregistrer les interrogatoires sur vidéo.

L'État de New York a investi plus de 3 millions de dollars en vue de permettre aux agences d'application de la loi d'acheter et d'installer de l'équipement d'enregistrement vidéo depuis la remise des premières subventions en 2006. Les subventions seront gérées par la Division des Services criminels de l'État (DCJS).

Le commissaire administratif adjoint du DCJS, Michael C. Green, qui a occupé le poste de procureur de district du comté de Monroe durant huit ans et participé à des procès où des interrogatoires vidéo ont

été utilisés comme preuve, a déclaré : « L'enregistrement audio et vidéo des entrevues avec les suspects dans des cas sérieux est un outil puissant en vue de prouver la responsabilité de ceux qui commettent des crimes graves tout en permettant de mieux éviter les condamnations à tort. Le DCJS s'engage à offrir son soutien aux agences d'application de la loi qui aident à protéger nos citoyens et à promouvoir l'intégrité de notre système. »

Les bureaux de procureur de district recevront les subventions et les offriront aux agences d'application de la loi qui conviennent dans leurs comtés respectifs. En plus de la gestion des fonds, les bureaux de procureur doivent pouvoir concevoir, ensemble avec les agences de police de leur comté, des protocoles d'enregistrement vidéo devant détailler, entre autres, le type d'infraction qui devrait nécessiter un interrogatoire à enregistrer quand un individu est accusé.

Les subventions profiteront aux comtés et agences suivants (les agences recevant du financement de l'État pour la première fois apparaissent en caractères gras) :

• Bureau du procureur de district du comté d'Albany : 48 613 $ pour les services de police d'Albany, Bethlehem, Cohoes, Colonie, Coeymans, Green Island, Guilderland, Menands et Watervliet, le Bureau du procureur de district du comté d'Albany, le Bureau du shérif d'Albany et le Centre de protection de l'enfance du comté d'Albany.

• Bureau du procureur de district du comté d'Allegany : 25 140 $ pour les services de police d'Alfred, **Andover, Angelica, Friendship, Independence** et Wellsville.

• Bureau du procureur de district du comté de Cattaraugus : 39 888 $ pour les services de police d'**Allegany, Ellicottville, Franklinville, Gowanda, Portville** et **Salamanca**, le **Bureau du procureur de district du comté de Cattaraugus** et le Bureau du shérif du comté de Cattaraugus.

• Bureau du procureur de district du comté de Cayuga : 8722 $ pour les services de police de **Moravia** et **Port Byron**.

• Bureau du procureur de district du comté de Clinton : 7910 $ pour le service de police de Plattsburgh et le Bureau du shérif du comté de Clinton.

• Bureau du procureur de district du comté de Colombia : 15 000 $ pour le service de police d'Hudson, le Bureau du procureur de district du comté de Columbia et le Bureau du shérif du comté de Columbia.

• Bureau du procureur de district du comté de Cortland : 4241 $ pour le **service de police d'Homer.**

• Bureau du procureur de district du comté d'Érié : 49 870 $ pour les services de police de Buffalo, Cheektowaga, **East Aurora/Aurora**, **Eden, Evans**, la ville et le village de Hamburg, **Kenmore, Lancaster, Orchard Park, SUNY Buffalo** et **West Seneca**.

• Bureau du procureur de district du comté de Fraklin : 29 970 $ pour les services de police de Malone, Saint Regis Mohawk Tribal, Saranac Lake et Tupper Lake, le **Bureau du procureur de district du comté de Franklin** et le **Bureau du shérif du comté de Franklin.**

• Bureau du procureur de district du comté de Fulton : 13 335 $ pour les services de police de Gloversville et Johnstown et le Bureau du shérif du comté de Fulton.

• Bureau du procureur de district du comté de Genesee : 19 408 $ pour les services de police de Batavia, **Corfu** et LeRoy, et pour le Bureau du shérif du comté de Genesee.

• Bureau du procureur de district du comté d'Hamilton : 14 985 $ pour le **service de police d'Inlet, le bureau du procureur du comté d'Hamilton** et le **Bureau du shérif du comté d'Hamilton.**

• Bureau du procureur de district du comté de Jefferson : 9 377 $ pour le service de police de Watertown et le Bureau du shérif du comté de Jefferson.

• Bureau du procureur de district du comté de Monroe : 38 552 $ pour les services de police de Brockport, East Rochester, Fairport, Gates, Greece, Irondequoit et Ogden, et pour le Bureau du shérif du comté de Monroe.

• Bureau du procureur de district du comté de Niagara : 24 345 $ pour les services de police de Lewiston, Lockport, **Niagara,** Niagara Falls et North Tonawanda, et pour le Bureau du shérif du comté de Niagara.

• Bureau du procureur de district du comté d'Oneida : 19 832 $ pour les services de police d'Oriskany Utica, le Bureau du procureur de district du comté d'Oneida et le Bureau du shérif du comté d'Oneida.

• Bureau du procureur de district du comté d'Onondaga : 15 212 $ pour les services de police de Baldwinsville, la ville et le village de Camillus et Liverpool, et pour le Bureau du shérif du comté d'Onondaga.

• Bureau du procureur de district du comté d'Orange : 41 150 $ pour les services de police de Chester, la ville et le village de Goshen, Greenwood Lake, Highland Falls, Mt. Hope, Walden et Washingtonville,le **Bureau du procureur de district du comté d'Orange** et **le Bureau du shérif du comté d'Orange.**

• Bureau du procureur de district du comté d'Oswego : 11 708 $ pour les services de police de Fulton, Oswego, Phoenix et Pulaski, et pour le Bureau du shérif du comté d'Oswego.

• Bureau du procureur de district du comté de Rockland : 23 596 $ pour les services de police d'Haverstraw, Orangetown, Ramapo, Stony Point et **Suffern.**

• Bureau du procureur de district du comté de Saratoga : 25 000 $ pour les services de police de **Ballston Spa, Galway, South Glens Falls** et **Stillwater,** et pour le Bureau du shérif du comté de Saratoga.

• Bureau du procureur de district du comté de Schenectady : 20 000 $ pour les services de police de Glenville, Rotterdam, Schenectady et **Scotia**.

• Bureau du procureur de district du comté de Schoharie : 8724 $ pour le **service de police de Cobleskill** et le **Bureau du shérif du comté de Schoharie.**

• Bureau du procureur de district du comté de Seneca : 5000 $ pour le **service de police du village de Seneca Falls.**

• Bureau du procureur de district du comté de St. Lawrence : 15 200 $ pour les services de police de **Norfolk , Norwood** et Potsdam, et pour le Bureau du shérif du comté de St. Lawrence.

• Bureau du procureur de district du comté de Suffolk : 43 450 $ pour les services de police de **Riverhead, Southampton** et du comté de Suffolk (huit endroits différents).

• Bureau du procureur de district du comté d'Ulster : 35 514 $ pour les services de police d'Ellenville, Kingston, Marlboro, la ville et le village de New Paltz, la ville et le village de Saugerties, Shawangunk et, et pour le Bureau du shérif du comté d'Ulster (siège principal et sous-station Shandaken).

• Bureau du procureur de district du comté de Washington : 23 761 $ pour les services de police de Cambridge/Greenwich, Fort Edward, Granville, Hudson Falls et Whitehall, et pour le **Bureau du shérif du comté de Washington.**

• Bureau du procureur de district du comté de Westcherster : 32 920 $ pour les services de police d'**Ardsley, Briarcliff Manor, Buchanan, Hastings-on-Hudson, Irvington, Larchmont, Mamaroneck, Pelham Manor, Rye City** et **Rye Brook.**

La Division des services de justice pénale de l'État de New York (Division of Criminal Justice Services) (DCJS) (www.criminaljustice.ny.gov) est un organe de soutien en justice pénale polyvalent ayant diverses responsabilités, notamment la formation des agents des forces de l'ordre, la collecte et l'analyse des données criminelles à l'échelle de l'État, la maintenance des informations des casiers judiciaires et des fichiers d'empreintes digitales, la surveillance administrative de la banque de données d'ADN de l'État, en partenariat avec la Police de l'État de New York, l'administration des fonds de justice pénale fédéraux et d'État, le soutien des agences de l'État liées à la justice pénale et l'administration du Registre des délinquants sexuels de l'État.

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

French